

Questions orales

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député s'étonne que je n'en sois pas certain. Nous avons entamé les pourparlers avec les provinces il y a seulement deux ou trois semaines. Ces discussions font suite à une décision qui a été prise à la réunion des ministres des Finances en décembre dernier. Nous nous sommes donc empressés de chercher des moyens de collaborer et d'atténuer autant que possible le fardeau bureaucratique. Si nous y parvenions, nous réduirions les frais aussi bien pour les entreprises que pour les gouvernements en général.

• (1420)

M. Douglas Young (Gloucester): Au cours des discussions à la Chambre, monsieur le Président, le ministre et certains autres ministériels ont déclaré que les Canadiens ne comprenaient pas la taxe sur les produits et services. À mon avis, c'est manifeste, car ils sont de plus en plus nombreux à s'y opposer, même si le gouvernement a proposé récemment d'en réduire le taux.

Ne comprend-il pas qu'en dépit de tous ses efforts, le gouvernement n'est pas parvenu à convaincre les Canadiens d'accepter la taxe sur les produits et services et que, principe fondamental du régime parlementaire, un gouvernement doit obtenir l'accord de la population à l'égard des mesures fiscales onéreuses comme celle-ci?

Le ministre des Finances pourrait-il s'engager encore une fois aujourd'hui, ainsi qu'il l'a fait vendredi dernier, à se rendre au moins dans quatre ou cinq grandes villes de notre pays—je comprends qu'il ne saurait en visiter tous les coins et recoins—afin d'y présenter lui-même aux Canadiens son point de vue concernant la taxe sur les produits et services et d'entendre celui de ceux qui s'y opposent? Le ministre pense-t-il qu'il pourrait réussir là où le président du Comité des finances a échoué et aborder une question que ceux qui prennent place à ses côtés ou derrière lui refusent obstinément de discuter en public?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Au cours du long préambule à sa question, monsieur le Président, le député a soulevé plusieurs aspects. Tout d'abord, j'ai visité un certain nombre de régions de notre pays et j'ai l'intention de le faire régulièrement. Sauf erreur, j'y suis presque tenu, en ma qualité de ministre des Finances. D'autres ministériels vont également faire de même.

Le député lui-même pourrait aider les Canadiens à mieux comprendre la taxe sur les produits et services en s'abstenant de dénaturer les faits. Il vient, en effet, de qualifier la taxe d'onéreuse. Celle-ci est la simplicité même en comparaison de la taxe de vente que le gouvernement fédéral applique depuis environ 65 ans.

Pour faciliter les calculs des gens d'affaires, nous avons réuni toutes les données pertinentes sur une seule page de leur déclaration d'impôt. C'est la preuve que nous ne cessons de chercher des moyens pour aider les petits entrepreneurs, comme lorsque nous avons décrété l'exemption pour gains en capital de 500 000 \$, ainsi que le remboursement des crédits pour la recherche et le développement dans le cas des petites entreprises qui sont déficitaires au moment où elles lancent un projet à cet égard.

Nous avons réduit le taux d'imposition applicable aux petites entreprises et nous avons pris, depuis cinq ans, diverses mesures qui témoignent indéniablement de notre volonté d'aider les petites entreprises qui éprouvent des difficultés et de les encourager dans leurs efforts pour créer des emplois qui apporteront de l'eau au moulin.

* * *

LES FERMETURES DE MINES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Rio Algoma Mines, annonçait vendredi dernier à Elliot Lake la fermeture de deux de ses mines, avec licenciement de 1 600 travailleurs environ. C'est à peu près 70 p. 100 de ses effectifs, et cela porte un coup terrible à la localité. Je me demande si la ministre peut dire à la Chambre ainsi qu'aux familles et à la localité d'Elliot Lake quelles mesures précises le gouvernement a l'intention de prendre pour les aider à supporter ce coup terrible? Il ne s'agit pas seulement des quelque 1 600 mineurs, mais de milliers de personnes de l'endroit, de leur gagne-pain, de leur famille et de leur maison. Tout cela est menacé par cette nouvelle terrible. Je me demande si la ministre voudrait nous dire quelles mesures précises le gouvernement a l'intention de prendre.

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai bien compris que la fermeture de cette mine, qui est une grande source de revenus et d'emploi dans la région et que j'ai visitée moi-même, porte un dur coup à la localité. Notre Service d'aide à l'adaptation de l'industrie collabore déjà avec la société, avec les Métallurgistes unis et avec la province